

II- Les relations extérieures du Québec

Manon Tessier

Volume 27, numéro 3, 1996

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/703634ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/703634ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce document

Tessier, M. (1996). II- Les relations extérieures du Québec. *Études internationales*, 27(3), 671–676. <https://doi.org/10.7202/703634ar>

19 juin : La nouvelle représentante du Canada auprès de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale) sera Mme Ghislaine Richard. (Gouvernement du Canada, *Communiqué no 116*, 19 juin 1996).

II – Les relations extérieures du Québec

(avril à juin 1996)

A — Aperçu général

Dépouillée de la dimension référendaire qui l'avait marquée au cours de la dernière année, la politique internationale du Québec retrouvait ce trimestre, une direction plus coutumière. Le premier ministre Bouchard nouait d'ailleurs ses premiers rapports officiels avec les deux principaux partenaires traditionnels du Québec : la France et les États-Unis. Ainsi, il se rendait dans le Nord-Est américain avec un agenda au contenu essentiellement économique, puis accueillait en sol québécois son homologue français. Bien que s'agissant de la première visite officielle d'un Premier ministre français depuis 1987, la dimension politique de cet évènement ne fut pas la plus apparente, les deux partenaires misant davantage sur l'approfondissement des relations économiques franco-québécoises.

B — Les politiques économiques et commerciales

Le premier exposé budgétaire du gouvernement de Lucien Bouchard, qui fut déposé le 9 mai, comprend une série de mesures destinées à stimuler les exportations¹. Notamment, des crédits totalisant 41 millions \$ sur deux ans seront injectés pour amener, d'ici l'an 2000, deux mille nouvelles PME à exporter. Le Québec entend par ailleurs demeurer bien présent à l'étranger malgré la récente fermeture de la majorité de ses délégations et bureaux à l'extérieur du Canada. À cette fin, une entente de partenariat a été conclue avec la Banque nationale du Canada en vue d'assurer une présence commerciale et un soutien à l'exportation dans les villes d'Atlanta, de Boston, de Chicago et de Los Angeles. D'autres projets de partenariat avec l'entreprise privée sont aussi prévus en Allemagne, en Italie, en Amérique latine et en Asie. On songe notamment à utiliser les bureaux de la Caisse de dépôt et de placement du Québec à Hanoi, au Vietnam. Le gouvernement espère que ces nouveaux modes de représentation à l'étranger seront à la fois moins coûteux et tout aussi efficaces que les bureaux traditionnels.

1. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, *Communiqué*, 13 mai 1996 ; *La Presse*, 10 mai 1996, cité par *L'Argus*, 10 mai 1996, pp. A10-A11 ; *Le Devoir*, 26 juin 1996, p. A4 ; *Les Affaires*, 11 mai 1996, cité par *L'Argus*, 16 mai 1996, pp. B13-B14.

C — Les politiques d'immigration

Le Québec, qui se trouvait aux prises depuis le début de l'année avec un afflux important de citoyens chiliens demandant le statut de réfugié, voyait le problème résolu à court terme grâce à la décision d'Ottawa de réimposer le visa de visiteur aux ressortissants de ce pays². L'exigence relative au visa entrant de nouveau en vigueur le 5 juin après avoir été levé durant quinze mois.

D'autre part, le gouvernement québécois étudiait toujours, ce trimestre, la possibilité de revoir les services qu'il offre aux revendicateurs de statut de réfugié installés sur son territoire et d'en partager les frais avec Ottawa³. D'après des chiffres émis par le ministère québécois de l'Immigration, 121 609 revendicateurs du statut de réfugié ont été admis à Montréal de 1985 à 1995. Pour la seule année de 1995, la métropole a reçu 11 988 réfugiés politiques contre 11 804 pour Toronto, 1769 pour Vancouver et 188 pour Halifax. En plus de l'impact de cette vague d'immigrants sur ses finances publiques, le gouvernement québécois s'inquiète du fait qu'une grande majorité de ces réfugiés admis par Immigration Canada échappent à ses critères de sélection.

D — Le Québec et les États-Unis

1 — Visite officielle du Premier ministre aux États-Unis

La première visite aux États-Unis du premier ministre Bouchard prenait la forme d'une visite de deux jours, au début de juin, dans le Nord-Est américain⁴. D'abord invité par la *Foreign Policy Association* de New York devant laquelle il prononça une allocution, M. Bouchard avait ensuite plusieurs entretiens à huis clos avec des dirigeants de grandes entreprises, des investisseurs et des représentants d'institutions financières et de courtage. Ces discussions portèrent essentiellement sur l'avenir économique du Québec et M. Bouchard rappela à ses interlocuteurs que ses priorités se situaient au niveau du développement économique et du redressement des finances publiques, un référendum sur la souveraineté n'étant pas prévu à court terme. Le Premier ministre quittait par la suite New York pour Albany où il rencontra le gouverneur George Pataki, puis compléta son séjour par des tête-à-tête avec les gouverneurs du Rhode Island, du Massachusetts et du New Hampshire.

2 — Questions commerciales

C'est le 2 avril qu'entrant officiellement en vigueur l'accord canado-américain sur le bois d'œuvre. Même si ce compromis est difficile à justifier

2. *La Presse*, 27 avril 1996, cité par *L'Argus*, 30 avril 1996, p. A18; Citoyenneté et Immigration Canada, *Communiqué 96-13*, 4 juin 1996.

3. *Le Devoir*, 30 avril 1996, p. A6 et 27 mai 1996, pp. A1-A10.

4. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 29 mai 1996; *Le Devoir*, 1^{er} juin-2 juin 1996, p. A10, 4 juin 1996, pp. A1-A8, 6 juin 1996, p. A4 et 7 juin 1996, p. A10.

sur le plan politique, le Premier ministre québécois a tenu à expliquer, qu'en raison de l'importance des sommes en jeu pour le Québec, la signature de cet accord demeurerait la seule solution susceptible de garantir une paix commerciale de cinq ans⁵.

E — Le Québec et la France

Le Premier ministre de France, M. Alain Juppé, renouait, les 10 et 11 juin, avec la tradition des rencontres annuelles alternées entre Premiers ministres français et québécois dont plusieurs reports avait empêché la visite régulière de représentants français au Québec depuis 1987⁶. M. Bouchard accueillait d'abord son hôte à Cap-Éternité pour l'inauguration des caps Liberté, Égalité et Fraternité, trois monts situés dans le fjord du Saguenay. Puis, à Québec, M. Bouchard participait avec son homologue à une séance de travail du Conseil d'administration de l'Office franco-québécois pour la jeunesse. En matière de coopération, les deux partenaires ont convenu de mettre l'accent sur la formation professionnelle, l'autoroute de l'information, la coopération inter-régionale et les relations culturelles. Sur ce dernier point, ils ont annoncé que Télé-Québec et la Cinquième chaîne de France signeront sous peu une entente de formation et de coproduction. Les deux Premiers ministres ont aussi paraphé une déclaration d'orientation concernant l'autoroute de l'information ainsi qu'un protocole destiné à créer des projets communs de production multimédia.

Pour la dernière partie de sa visite, M. Juppé fut reçu à Montréal pour une séance de travail regroupant une trentaine de chefs d'entreprises françaises et québécoises. La création d'un réseau franco-québécois pour le développement de PME et l'augmentation de partenariat d'affaires devrait, espère-t-on, permettre aux relations privilégiées entre la France et le Québec de trouver leur pleine expression économique. Sur le plan politique, le principe des visites annuelles de haut niveau a été réaffirmé, M. Bouchard devant se rendre en France en 1997, tandis que seuls les journalistes ont régulièrement abordé la question de l'avenir politique du Québec.

Les relations franco-québécoises ne se limitèrent pas à la visite de M. Juppé ce trimestre. Outre ceci, elles étaient marquées par la visite en France, du 15 au 19 avril, de M. Guy Chevrette, ministre d'État aux Ressources naturelles et ministre responsable du Développement des régions⁷. M. Chevrette était alors accompagné de représentants de six régions québécoises offrant un potentiel de relations économiques avec des régions françaises. Le

5. Gouvernement du Québec, *Communiqué*, 2 avril 1996, *Le Soleil*, 15 avril 1996, cité par *L'Argus*, 15 avril 1996, p. A22.

6. Ministère des Relations internationales, *Lettre du Québec* 96-06-06 et 96-06-20; *Le Devoir*, 10 juin 1996, p. A1, 12 juin 1996, pp. A1-A8 et 16 juin 1996, p. A4; *The Globe and Mail*, 12 juin 1996, p. A4.

7. *Lettre du Québec*, vol. 9, no 4, avril-mai 1996, p.1; *Le Soleil*, 11 avril 1996, cité par *L'Argus*, 11 avril 1996, p. A7; *Le Soleil*, 24 avril 1996, cité par *L'Argus*, 24 avril 1996, pp. A20-A21.

développement touristique, la coopération universitaire et la gestion forestière figuraient au nombre des sujets discutés. M. Chevrette a de plus eu la possibilité de rencontrer trois ministres français intéressés par les dossiers de coopération interrégionale.

Enfin, soulignons que la représentation du Québec en France subissait d'importants changements structurels ce trimestre. En plus d'une réduction de personnel à la Délégation générale et du rappel du responsable culturel, M. Stéphane Venne⁸, notons la fermeture de l'Office du tourisme du Québec à Paris qui cessait ses activités le 31 mai⁹. Certaines activités de l'Office touristique seront transférées à la Délégation générale afin notamment de rassurer les agences de voyage et de maintenir la promotion du Québec comme destination touristique.

F — Le Québec et la Colombie

Le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, a effectué à la mi-juin une visite officielle en Colombie¹⁰. Il a signé à cette occasion une entente favorisant la coopération et les échanges économiques, industriels et commerciaux et a finalisé les derniers détails entourant la signature prochaine d'une entente concernant l'octroi par le Québec de bourses d'exemption de frais de scolarité à des étudiants colombiens.

G — Le Québec et le Sénégal

Pour la 3^e fois depuis 1981, le Président sénégalais, M. Abdou Diouf, a effectué une visite officielle au Québec¹¹. Les 3 et 4 mai, accompagné de deux de ses ministres, il a rencontré le premier ministre Bouchard, le ministre des Relations internationales, Sylvain Simard, ainsi que des membres de la communauté sénégalaise de Montréal. Le président Diouf a notamment discuté de la possibilité d'augmenter les échanges économiques entre son pays et le Québec. On songerait notamment à instaurer une liaison aérienne directe entre Montréal et Dakar. Il est de plus prévu qu'une mission sénégalaise visitera le Québec en juin tandis qu'un groupe québécois leur rendra la politesse à l'automne.

H — Le Québec et la Chine

Une délégation de hauts dignitaires chinois, dirigée par le ministre du Commerce intérieur, M. Chen Bangzhu, terminait à Montréal, le 14 mai, un

8. *Le Devoir*, 29 mai 1996, p. A4.

9. *Le Devoir*, 7 mai 1996, p. A4; *Le Nouvelliste*, 9 mai 1996, cité par *L'Argus*, 14 mai 1996, p. A21; *Le Soleil*, 7 mai 1996, cité par *L'Argus*, 7 mai 1996, p. A10.

10. Ministère des Relations internationales, *Lettre du Québec* 96-06-20.

11. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 2 mai 1996; *Le Devoir*, 4-5 mai 1996, p. A7.

séjour au Canada¹². Il a été reçu par la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, Mme Rita Dionne-Marsolais et les échanges ont notamment porté sur les compétences du Québec en matière d'ingénierie et de produits agro-alimentaires. La Chine qui pense moderniser son système de manutention et de distribution alimentaire est actuellement à la recherche de partenaires étrangers pour ce projet.

I — Chronologie thématique*

Le Groupe Action Asie

6 mai :

Le gouvernement québécois et sept partenaires du secteur privé et public créent un nouvel organisme, le Groupe Action Asie, dont la tâche sera d'aider les entreprises québécoises à pénétrer les marchés asiatiques. (Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, *Communiqué*, 6 mai 1996)

Fermeture de la Délégation de Düsseldorf

9 mai :

Le quotidien montréalais *La Presse* rapporte que le ministre-président de la Bavière, M. Edmund Stoiber, a écrit au Premier ministre du Québec pour lui demander de revoir sa décision de fermer la Délégation de Düsseldorf et de considérer le maintien d'un bureau plus petit. (*La Presse*, 9 mai 1996, cité par *L'Argus*, 9 mai 1996, p. A5)

Le festival de Cannes

mi-mai :

Le gouvernement québécois qui ne dépêche aucun ministre cette année au Festival de Cannes se fait représenter par le Président de la SODEC (Société de développement des entreprises culturelles), M. Pierre Lampron. La visite à Cannes de M. Lampron permet notamment de discuter les détails de la venue prochaine au Québec du ministre français de la Culture, Philippe Douste-Blazy. (*Journal de Québec*, 12 mai 1996, cité par *L'Argus*, 13 mai 1996, p. A17).

Séjour en France de M. Charbonneau

30 mai au 3 juin :

M. Jean-Pierre Charbonneau, le président de l'Assemblée nationale, se rend à Paris rencontrer son homologue, M. Philippe Séguin, ainsi que le président du Groupe d'amitié France-Québec, le secrétaire général de l'AIFLF et le secrétaire général de l'ACCT. (Ministère des Relations internationales, *Lettre du Québec* 96-06-06).

12. Ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, *Communiqué*, 14 mai 1996.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Mission économique en Amérique du Sud

12 juin :

On apprend que le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie, M. Bernard Landry, dirigera à partir du 2 septembre une mission commerciale d'une durée de deux semaines qui l'amènera en Argentine, au Brésil et au Chili. (*Le Devoir*, 12 juin 1996, p.A5)

Deuxièmes rencontres industrielles à Montréal

25 au 29 juin :

La formule ayant donné un bilan positif en 1995, une deuxième édition des rencontres industrielles franco-québécoises se tient encore cette année. Plus de quarante entreprises françaises et quatre-vingts compagnies québécoises participent à cet événement principalement axé sur les technologies de l'information. (Ministère des Relations internationales, *Communiqué de presse*, 3 juin 1996)

Participation du Québec à Équipe Canada

fin juin :

Le Premier ministre du Québec confirme qu'il a reçu une lettre de son homologue fédéral l'invitant à participer à la mission commerciale d'Équipe Canada qui se rendra en janvier 1997 en Corée du Sud, en Thaïlande et aux Philippines. La participation de M. Bouchard n'est toutefois pas officiellement confirmée. (*Le Devoir*, 20 juin 1996, p. A4).